



# GRAND DEBAT NATIONAL A BRUZ

- Organisé par la mairie de Bruz, samedi 23 février 2019, de 10h30 à 16h30, Halle Pagnol -

## Les débats

- La transition écologique
- La fiscalité et les dépenses publiques
- Démocratie et citoyenneté
- L'organisation de l'État et des services publics
- L'accueil des réfugiés

## Doléances écrites

- Le mur des contributions



## La transition écologique

Animation par Rémi Berneau (chef d'entreprise), 10h45 - 12h15. Environ 70 participants.

### Responsabilité individuelle

- Prise de conscience individuelle, partage avec l'entourage, changement de comportement,
- Respect de la nature pour les générations futures
- Electrochoc plutôt que « transition », choix drastiques individuels et collectifs, changement des modes de vie et de consommation (saisonnalité des fruits et légumes, privilégier les produits en vrac) en accepter les contraintes

### Education et sensibilisation

- Compteurs Linky, prudence, résistance, manque d'informations sur les bénéfices en termes de gestion collective de l'énergie
- Inventer un plan Marshall écologique

### Politiques à mettre en place

- Au niveau local : rôle de la commune, lieu d'échanges, force de propositions (approche ludique de gestes citoyens « nudge » exemple panier de basket sur les poubelles publiques, récupération de l'eau de pluie dans les toilettes scolaires et publiques)
- Au niveau régional, mise en place d'un moratoire des terres agricoles
- Au niveau national : fiscalité écologique directement fléchée vers la transition écologique (réhabilitation énergétique des logements), TVA faible pour les produits locaux et punitive sur les produits les plus polluants, taxe sur le kérozène pour les vols intérieurs



## La fiscalité et les dépenses publiques

Animation par Patrick Lemonnier (retraité de l'éducation nationale), 10h45 - 12h15. Environ 70 participants.

- TVA : Actuellement, 50% des recettes liées à la TVA payées par tous, ce qui permet de dire que même les pauvres paient de l'impôt, Comment la réajuster pour ceux qui gagnent peu ?
- Proposition : TVA à zéro sur les produits alimentaires et à 30% sur le luxe (mais quelle est la définition de ces produits) La culture n'est pas forcément nécessaire mais ne doit pas elle être taxée comme du luxe
- Revoir tous les taux de TVA et simplifier les taux en fonction de l'usage des produits (faible alimentaire et plus élevés pour les produits non indispensables)
- Taux de TVA + faible pour l'énergie et l'eau
- Attention ces taux sont aussi régulés par l'Europe
- Actuellement la minoration de taux de TVA est aussi accessible aux plus aisés et les plus petits revenus n'ont pas plus que les autres. Il peut être proposé de plafonner les montants maxi de crédit d'impôts ou des aides en tout genre
- La baisse de TVA sur les restaurateurs à elle été bénéfique pour les consommateurs ?
- Diminuer les impôts indirects et augmenter les impôts progressifs (impôts sur le revenu) en rajoutant plus de tranches vers le haut mais aussi vers le bas pour plus de justice fiscale
- Il faut que tout le monde paye des impôts quel que soient les revenus
- Proposition : Une réforme globale de la fiscalité sans augmenter les impôts
- Impôts sur les GAFA
- Réglementer les paradis fiscaux en Europe ?
- La plus grosse fraude est la fraude à la TVA
- Rétablissement de l'ISF avec de nouvelles tranches d'impôts vers le haut 60%, 70%
- Faire des contrôles pour vérifier que les avantages liés à la disparition de l'ISF soient réinjectés dans l'économie
- Faire en sorte de ré équilibrer les impôts sur les sociétés et éviter les optimisations fiscales et les faire gérer au niveau de l'Europe
- Faire en sorte que les dividendes versés par les sociétés soient ré investis en France et non sortis de France
- Proposer un cahier des charges bien défini pour les mutuelles pour pouvoir les comparer
- Remettre à plat les niches fiscales pour garder les seules bénéfiques à l'emploi



- Plafonner les montants des niches fiscales
- Simplifier l'impôt pour le rendre lisible et acceptable
- Taxe sur les transactions financières
- Reprendre la main sur les décisions de l'état de la France par les citoyens car tout le monde est d'accord pour plus de justice fiscale
- CSG : Les retraités payent des impôts sur les montants de la CSG qu'ils n'ont pas touchée
- Donner du pouvoir au rapport de la cour des comptes, rendre ce rapport exécutif
- Mettre en place une cartographie de la richesse des uns et des autres pour mettre en face des montants maxi d'aides ou d'impôts
- Aller plus loin dans l'Europe pour créer une égalité fiscale et limiter les optimisations ou évasions et limiter le dumping social
- Faut-il baisser les impôts ? Il faut les rendre lisibles et acceptables. A quoi ils servent ?
- Proposer que Les dividendes dans tous les cas soient taxés à 30% quels que soient les revenus
- Successions : les taxer
- Faire des investissements massifs dans les écoles, dans le logement
- Pas besoin de payer aussi cher de haut fonctionnaires
- Contrôler les mouvements de capitaux en Europe
- Rétablir les taxations sur le capital
- Gratuité sur tout le nécessaire (logement, ...) comme pour la santé ou l'éducation
- Contrôle des décisions de l'élu et dans les entreprises
- Expliquer dans les écoles les raisons de l'impôt et son utilisation pour éduquer le futur citoyen
- Proposer que les revenus acquis en France soient imposés dès le départ à la source (comme pour l'IR) pour le dividende, les actionnaires...
- Réduire les avantages des élus et contrôler ces avantages
- Certaines niches n'intéressent que ceux qui payent l'IR
- Rendre le contrôle des dépenses et des impôts plus accessibles au « simple » citoyen
- Il faut que les collectivités, les ministères réduisent les dépenses inutiles
- Plus de démocratie pour un meilleur contrôle



## Démocratie et citoyenneté

Animation par Rémi Berneau (chef d'entreprise), 13h30 -15h. Environ 60 participants.

### Représentativité

- Non représentativité de la société (milieu ouvrier 0,3%) mise en place de quotas.
- Davantage tenir compte de la parole de ceux qui n'ont pas voté pour le programme présidentiel, d'où combler le vide citoyen entre chaque élection.
- Tirage au sort (cf. Juré d'assises) d'un quorum de citoyens.
- Rôle du Sénat, contre-pouvoir véritablement efficace lors du Congrès (modification de la Constitution).
- Comptabiliser les votes blancs, si votes blancs majoritaires aller jusqu'au bout de la démarche, nouvelles élections avec de nouveaux candidats.
- Vote obligatoire ?
- Ne pas se laisser déresponsabiliser, prendre notre place de citoyen.
- La population augmente et on veut baisser le nombre de députés ?
- Lobbies : utiles en qualité d'experts, en toute transparence.
- Textes présentatifs de l'action publique rédigés en termes compréhensibles par tous.

### Comblé le vide citoyen entre les élections – Citoyenneté

- Mettre en place la Sociocratie, comme dans les entreprises hollandaises où l'on ne décide pas tant que cela nuit à l'autre partie.
- Créer des lieux de construction de citoyens, pas seulement à l'école mais également dans le monde associatif pour le mieux vivre ensemble.
- Prise en compte dès l'école maternelle de la citoyenneté épanouie.
- Education : temps du débat doit être organisé, prise de parole en public, maturité citoyenne dès l'école, culture du débat, prise en compte et mise en acte des délibérations.
- Citoyenneté : faire ensemble, prise de conscience des difficultés, lieu pour discuter, pour apprendre, richesse du collectif, la démocratie électorale ne peut suffire, elle doit être complémentaire d'une participation citoyenne, réussite d'un projet collectif, chaque personne doit être respectée.
- Repenser l'idéologie du vivre ensemble.
- Engagement citoyen, création d'un compte épargne temps citoyen (participation à des commissions).
- Problème de l'abstention des jeunes.



- Tous les citoyens ne sont pas égaux (demandeurs d'asiles).

### **Immigration**

- Déficit de main d'œuvre dans la population française, les migrants sont « volontaires », ont besoin de travailler, savent mieux apprécier le système social français. Exemple recrutement chez PSA.

### **Laïcité**

- Respect de la loi de 1905.
- La question du voile est davantage un problème d'oppression de la femme qu'un problème religieux.
- Mode de financement des lieux de culte.



## L'organisation de l'État et des services publics

Animation par Patrick Lemonnier (retraité de l'éducation nationale), 13h30 - 15h.  
Environ 60 participants.

- Complexité de l'organisation, manque de visibilité, y compris au niveau des édiles locaux → simplifier le mille-feuilles administratif, améliorer l'efficacité et l'efficience, diminution du nombre de strates.
- Conseil économique, social et environnemental : revoir son fonctionnement, son rôle et la rémunération de ses membres.
- Attention à la simplification sans mesure et au risque de perdre tout contact.
- Eviter les doublons en termes de fonctions (ex. routes), revoir la répartition des compétences. Savoir qui est compétent et pourquoi.
- Services internet : augmenter le nombre d'interlocuteurs « humains ».
- La création des grandes régions n'a pas induit une diminution des strates, ni du personnel.
- La création des grandes régions n'a pas conduit de réduction de coût, au contraire. Aucune économie en termes de structure car pas d'étude sérieuse sur ce projet. Pas de suppression des lobbies.
- Loi NOTRE : objectif de définir les compétences générales des communes, département, région. Une loi qui n'a pas fourni forcément les résultats attendus, certaines compétences dévolues à des régions ou à des départements ayant été réattribuées par délégation de service public, en ajoutant un intermédiaire qui n'existait pas avant. Pourquoi ne pas mettre en place le conseiller territorial, ayant des compétences régionales et départementales ?
- Aujourd'hui, président et députés sont élus simultanément. Pb en cas de majorité absolue car pas de changement sur 5 ans → diminuer la durée du mandat des députés pour décaler les deux élections (2 fois 4 ans maximum).
- Redéfinir le rôle du Sénat, revoir son utilité.
- Le modèle démocratique français est très apprécié.
- Retrouver de la proximité, mise à mal par les réformes visant à créer des mégastuctures.
- Créer des syndicats inter-communaux de projets et non pas seulement des intercommunalités administratives.
- L'aménagement d'un territoire doit-il se penser au niveau de l'intercommunalité ou de la commune ? La commune n'est-elle pas une entité trop petite.



- Très difficile de trouver des candidats pour les élections locales, peu de participation du public aux conseils municipaux.
- Crise de la démocratie, perte de la confiance. Comment les citoyens doivent-ils s'impliquer ?
- Créer des comités de quartier pour impliquer les habitants. L'exemple de Quimper montre qu'il est très difficile de trouver des participants.
- Nécessité de garder des relais pour faire remonter des doléances de personnes qui sont à côté de la société, malgré une volonté de s'investir (ex. personnes fragiles, grande pauvreté) → La démocratie ne se limite pas aux élections.
- Diminution des effectifs dans les ministères : ex, ministère de l'Ecologie.
- Les restructurations des administrations se traduisent toujours vers une réduction des effectifs. Pas d'autre alternative, d'où une perte de confiance des citoyens dans leur pouvoir à agir effectivement et une perte d'implication dans les élections.
- Les décisions sont prises par des experts non élus, contrairement à la démocratie grecque ancienne, d'où peu de pouvoir réel des politiques.
- Grand nombre de communes en France, plus important que le nombre total de communes en Europe → Est-il normal de conserver un tel morcèlement ? Comment favoriser la fusion de communes et l'intercommunalité pour des services publics plus égalitaires ?
- Proposition d'un vote obligatoire assorti d'un décompte et d'une reconnaissance réelle du vote blanc.
- Attention à garder une proximité indispensable au service des citoyens. Economies potentielles d'économies en revoyant le principe de subsidiarité sur certains services, par exemple les services financiers ou du personnel.
- Arrêter d'opposer service public et entreprises privées, y compris au plus haut niveau de l'Etat. Eviter les lieux communs sur les fonctionnaires, plus de respect pour les fonctionnaires.
- Le questionnaire est très orienté vers une baisse des moyens alors que la proximité est essentielle. Ne pas confondre efficacité et efficience.
- Créer un service d'accompagnement à la citoyenneté, permettant d'aider les citoyens à s'impliquer dans la vie citoyenne et les aider dans la prise de parole.
- Election des députés : leur utilité ? Faut-il réellement réduire le nombre des députés en regard de leur charge ? Faut-il intégrer une dose de proportionnelle avec une représentation des 101 départements ?
- La fonction publique a un coût, mais aussi rend un vrai service. Pourquoi le service public et la fonction publique sont-ils à l'ordre du jour alors qu'une réforme est en





cours de vote à l'assemblée nationale ? Les députés doivent être rémunérés et non indemnisés selon le temps de présence.

- Cumul des mandats : pas excessif, mais pourquoi pas un cumul maire-député ? Décongestionner les grandes métropoles vers les villes moyennes.
- Agents territoriaux : mieux répartir le personnel en mutualisant le personnel sur plusieurs agences.
- Ne pas dénigrer les élus au risque d'une baisse de niveau.
- Métropole : risque que la métropole centralise tous les pouvoirs au détriment des communes.
- Fonctionnaires : l'efficacité n'empêche pas la réduction d'emploi (ex. Météo France).
- Créer un statut d' élu, favoriser la venue d'élus de différentes couches sociales, représentatives de la société (ex. candidat ouvrier).
- La diminution du nombre de députés n'est pas la réponse à la proximité.
- La mutualisation n'est pas forcément incompatible avec un service de proximité de qualité (ex. la création d'un Service Intercommunal d'Action Sociale a permis de créer un EHPAD que n'auraient pas pu se payer des communes séparément).
- Améliorer l'accompagnement pour encourager le mariage ou la fusion de communes, en particulier pour les très petites communes.
- Réfléchir aux coûts induits par les regroupements de communes.
- Simplification, oui, mais pour quel service ? Favoriser des expérimentations locales. Une réforme centrale ne peut répondre à des demandes locales.
- Diminuer le temps perdu pour rechercher du financement au détriment du projet en tant que tel.
- La réorganisation du service public induit une disparition des commerces de proximité.
- Délégation de service public : exemple de contrôle de tutelle délégué par le juge à une entreprise privée avec un coût induit à l'usager au lieu de la gratuité initiale.



## L'accueil des réfugiés

Animation par l'association Accueil Réfugiés Bruz, 15h – 16h30.

### Introduction :

L'accueil des réfugiés est une réalité à Bruz.

Le président de la République évoque cette question dans sa lettre aux français qui lance le « grand débat ». L'association « Accueil Réfugiés Bruz » a souhaité et proposé que ce thème soit rajouté aux 4 thèmes du débat organisé par la Ville de Bruz, ce que le Maire a accepté.

### Déroulement :

La soixantaine de personnes présentes sont invitées par l'animateur à se mettre en groupes sur place pour échanger sur deux questions (une demi-heure).

1. L'accueil de réfugiés est à votre avis :
  - Une obligation humanitaire,
  - Une nécessité morale,
  - Une réalité qui s'impose (Cf. Arrivées massives par la méditerranée, arrivées à Bruz).
  - Une opportunité (richesse culturelle, dimension internationale du monde d'aujourd'hui).
  - ... ?
2. Cet accueil est le rôle de qui : l'Etat, les Communes ou les citoyens ?

### Mise en commun- débat, dont il ressort :

#### 1. Des constats

- Il est nécessaire de distinguer les émigrés et les réfugiés (ces derniers émigrent sous la contrainte, en raison de dangers, de risques pour leur vie...).
- L'accueil des Syriens et de certains autres pays fait l'objet d'accords internationaux dans lesquels les intérêts économiques ne sont pas absents.
- L'immigration climatique apparaît et va certainement s'accélérer.
- Un très grand nombre des participants partagent l'idée que l'accueil des réfugiés est une obligation humanitaire, une nécessité morale... et une opportunité pour la France. Plusieurs rappellent l'apport positif des diverses migrations que la France a connues dans le passé.
- Quelqu'un évoque la complexité habituelle de l'accueil de quelqu'un qu'on ne connaît pas ... il faut apprendre et reconnaître les différences culturelles...
- La loi actuelle semble faite pour limiter au maximum l'accueil.



- Il est difficile d'avoir des chiffres ... et ceux qui circulent semblent destinés à justifier un accueil restreint. (L'association a réuni les derniers chiffres du ministère de l'intérieur qui sont mis à disposition des participants).

## 2. Des questions

- Faut-il toujours différencier les réfugiés économiques des autres ? N'y a-t-il pas des évolutions qui doivent nous amener à changer les critères d'accueil ?
- Comment prendre en compte les différences culturelles ?
- Quels sont les moyens réels mis en place pour l'accueil et l'intégration des demandeurs d'asile ?
- Ne faudrait-il pas une plus grande transparence sur les moyens mis en œuvre pour l'aide aux réfugiés.
- L'Etat a-t-il le droit de refuser des demandeurs d'asile ?
- A quel niveau territorial doit être organisé l'accueil (pour être digne et efficace ?)

## 3. Des propositions

- Il faudrait que nous arrêtons de piller certains pays.
- Développer les aides dans leurs pays
- Mise en place d'une politique d'accueil facilitatrice au niveau des Etats et de l'Europe.
- Mieux communiquer sur la situation réelle, sur les chiffres d'arrivée, d'accueil et autres de réfugiés de même que sur les aides apportées aux familles accueillies... de façon à ce qu'il y ait une meilleure compréhension et ainsi éviter les fausses informations !
- Le droit au travail pour tous les migrants est une nécessité... (comme le droit à l'éducation scolaire des enfants).

**En conclusion**, deux membres du conseil d'administration de l'Association Accueil Réfugiés Bruz lisent le texte joint intitulé « prise **de position de l'association dans le cadre du grand débat** » qu'ils souhaitent verser au dossier du débat public.



## **Prise de position de l'association Accueil Réfugiés Bruz dans le cadre du Grand débat :**

Notre association qui réunit plus de 80 bruzois et 5 associations bruzoises (L'ALB, la JAB, Les 4 Saisons, Bruz Citoyenneté et Bruz Solidarité) accompagne actuellement une quinzaine de familles ou de personnes seules, réfugiés... venant de 11 pays différents.

### **Nous constatons**

- D'abord la détermination et le courage de personnes qui sont parties de leur pays parce qu'elles ne pouvaient pas faire autrement sans risque... et qui vivent dans des situations de grande précarité, en particulier lorsqu'elles attendent un réexamen de leur situation après un refus de leur demande d'asile.
- Au quotidien leur envie de s'intégrer parmi nous et d'y trouver une place, de partager notre vie de citoyen...
- Mais également, les lenteurs et lourdeurs administratives : délais d'attente et complexité des prises de rendez-vous à la Préfecture, traitement séparé des dossiers de membres d'une même famille, impossibilité d'obtenir des informations précises sur certaines procédures, absence d'interlocuteur pour suivre une même famille, un même dossier.

### **Nous agissons**

- Nous accueillons les familles arrivant à Bruz et les accompagnons dans les différentes démarches permettant leur intégration parmi nous (scolarisation des enfants, apprentissage du français, accès aux transports, aux loisirs, participation à la vie locale...).
- Pour une part grâce et avec la Mairie et le CCAS, pour une autre part grâce à la solidarité de bruzois, nous pouvons leur proposer des logements que nous équipons...
- En lien avec des associations spécialisées ou des avocats, nous les accompagnons dans leurs démarches pour obtenir le statut de demandeurs d'asile ou un titre de séjour, et les aidons à trouver un emploi lorsqu'ils sont autorisés à travailler.

### **Nous nous interrogeons**

- La loi Asile et Immigration récemment votée veut accélérer les procédures : nous contestons son durcissement et nous ne pouvons comprendre qu'elle s'applique à des familles qui sont en attente de solutions et de réponses depuis 3, 4 et même 7 ans... durant lesquelles elles avaient le droit de rester en France sans statut et pratiquement sans aide sauf celle de la solidarité citoyenne. Par ailleurs



cette loi laisse entendre que nous subissons une vague migratoire importante... ce que les chiffres ne confirment pas !

- Les lenteurs et la complexité administratives - sans doute explicables par le manque de moyens humains - nous indignent. Elles nous paraissent un manque de considération des personnes et des associations comme la nôtre qui nous interrogent, parfois nous révoltent.
- Nous pensons qu'un traitement plus digne et plus humain est nécessaire : nous pouvons et souhaitons y contribuer.

### **Nous demandons**

- La modification des procédures de prises de rendez-vous à la Préfecture.
- La prise en compte des familles dans les demandes d'asile.
- L'accès au logement social comme pour tout citoyen dès qu'un membre d'un couple dispose d'un titre de séjour.
- Le droit de travailler durant l'attente des décisions en appel ou des titres des différents titre de séjour.
- La suppression de l'obligation de verser 950€ pour un employeur qui recrute un demandeur d'asile.

*Avec les autres associations et collectifs qui agissent pour l'accueil des demandeurs d'Asile, nous demandons*

- *La suppression - ou pour le moins l'humanisation - des centres de rétention administrative qui sont des prisons pour des personnes qui n'ont pas commis de délits.*
- *L'élargissement des critères qui ouvrent droit au statut de réfugiés pour prendre en compte les nouvelles causes d'exil forcé.*
- *La suppression du règlement Dublin qui oblige les demandeurs d'asile à faire leur demande dans le pays par lequel ils sont rentrés en Europe.*

**Et nous-mêmes demandons d'être pris au sérieux par les pouvoirs publics...en particulier par la Préfecture que nous sollicitons pour avoir un interlocuteur identifié... avec lequel nous pouvons dialoguer pour améliorer la qualité d'accueil des demandeurs d'asile dans notre ville...**

*Signé : le conseil d'administration*

**accueilrefugiesbruz@gmail.com**



## Le mur des contributions

Contributions individuelles recueillies par écrit tout au long de la journée.

- Supprimer l'ISF ou remonter le plafond.
- Amnistie pour les gilets jaunes.
- Par souci de justice et de respect pour ceux qui ont contribué toute leur vie à la richesse nationale, réindexation des retraites sur l'augmentation du coût de la vie. Suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités. Ils ont des charges plus fortes : ex : mutuelle...
- Développer le réseau de pistes cyclables en ville et à la sortie de la ville pour inciter les cyclistes à utiliser leur vélo en toute sécurité.
- Accompagnement par des personnes à l'utilisation des interfaces numériques.
- Guide unique où les personnes pourront trouver des solutions permettant de réduire les factures énergétiques.
- L'agriculture : Pourquoi subventionner tellement la surface des exploitations au lieu d'aider plus des petites exploitations biologiques.
- Contrôler des entreprises ce qu'ils font avec des subventions (l'ancien ISF) Demander les comptes pour l'investissement.
- Merci de conserver le pouvoir d'achat des retraités.
- Panier territorial de services publics quotidiens. Maison de services publics.
- Baisser la TVA pour l'énergie et l'environnement pour aider les ménages modestes.
- Suppression des avantages du Sénat EDF et autres !
- Suppression des départements, du Sénat et des préfetures.
- Un RIC breton sur la réunification de la Bretagne.
- Taxer les grandes entreprises comme Google et Amazon dès qu'ils ont des salariés en France.
- Limiter à 5% de la masse salariale les stages et CDD pour les grandes entreprises (CAC 40) et à 50% pour les PME-PMI de moins de 5 ans.
- 100% énergie renouvelable en 2050.
- Revoir les droits de succession et donations qui aujourd'hui favorisent une société de rentiers.
- Aider les particuliers financièrement pour économiser l'énergie.
- Inciter les entreprises à proposer des stages aux lycéen(ne)s pour leur faire connaître le monde de l'entreprise.
- Relocaliser le pouvoir au niveau des régions. L'Etat doit se cantonner aux domaines régaliens (défense, affaires étrangères, justice).



- Gros effort aujourd'hui pour diminuer voire supprimer les pesticides, les engrais et les hormones pour la production de fruits, légumes, poulets, vaches... Cependant l'utilisation des hormones, pour gérer la fertilité des femmes a été extrêmement développé ces dernières années et produit par élimination des hormones dans les nappes phréatiques qui féminisent nos poissons. Pourquoi ne pas développer la gestion naturelle de la fertilité des femmes, et l'emploi des méthodes contraceptives sans hormones pour respecter les femmes et leurs corps.
- Niches fiscales : suppression de la défiscalisation des dons aux partis politiques et limitation des dons de 7 à 10 euros par déclarant fiscal.
- Suppression des départements.
- Supprimer les emplois de débouchés dans l'administration.
- Revoir la justice : Justice pour tous et Justice égalitaire.
- Arrêter de subventionner les dictateurs africains.
- Réduire la pollution lumineuse (stade, boutiques...).
- Plus d'arbres.
- Il faut transférer au niveau européen le calcul de l'impôt sur les sociétés (calcul de l'assiette et des taux) pour éviter les circuits financiers complexes qui permettent de faire de l'évasion fiscale.
- Baisser la TVA sur les biens et services qui favorisent la transition écologique (isolation de bâtiments, transports en commun...).
- Plus de pistes cyclables partout ! et parkings à vélo.
- Il faut être plus avec moins de... Il faut être efficace, efficient. Plus simple.
- Récupérer les 80 milliards d'évasion fiscale. Obliger les entreprises (CA > 150 millions) à publier chaque année le chiffre d'affaires, le nombre d'employés, le bénéfice et le montant d'impôts payé, pour chaque pays où elles, ou leurs succursales, exercent leur activité.
- Taxe sur les camping-cars (combinaison fiscalité et écologie).
- Tout le monde doit payer des impôts avec des tranches multiples du plus bas revenu/au plus haut.
- Taxer plus le e-commerce et diminuer les impôts sur les sociétés (commerces et artisans).
- Harmoniser les impôts dans l'Union Européenne.
- Le CICE devait permettre d'investir dans l'emploi, la formation, l'innovation et la transition écologique et numérique. L'entreprise doit informer les salariés par le biais du CSE du montant perçu de CICE et de toutes les aides publiques et rendre compte des choix qu'elle a fait pour les répartir investissement/emploi/rémunération.



- L'Etat doit investir massivement à travers des aides spécifiques à la hauteur des besoins des ménages modestes pour que les bailleurs sociaux et les propriétaires privés isolent mieux l'habitat et installent des équipements moins énergivores.
- Aide aux familles : une allocation familiale dès le 1er enfant pour plus d'égalité, de justice, droits de l'enfant.
- CMU – ACS et allocation logement : ne pas faire de différence entre statuts des personnes mais prendre en compte le montant des ressources perçues. Exemple : salarié = revenu de 1000 euros/mois. Demandeur d'emploi = allocation de 1000 euros/mois. Le statut de DE donne droit à un abattement de 30 % des revenus sur un an par le calcul de demande de CMU ou d'ACS alors que pour le salarié aucun abattement. A ressource égale, ce n'est pas normale. Même chose pour le calcul de l'aide au logement de la CAF.
- Des pistes cyclables intercommunales.
- Supprime le droit d'héritage.
- Une retraite universelle.
- Le RIC dans nos communes et villes pour plus de transparence.
- Moins de CICE pour nos gosses entreprises, plus pour nos PME qui elles embauchent
- Développer plus le « repair café ». Local trop petit, trop peu d'info. Je me suis proposée, refoulée, j'ai fait partie de celui de Rennes Cleunay et ça marche (économies, réparations) ...
- Les tranches d'imposition doivent être augmentées.
- Moins de pesticides !
- Dans le journal local, je propose d'insérer un tableau qui indique pour chaque mois la liste des fruits et légumes produits. Cette information serait utile pour aider les gens à consommer des fruits et légumes de saison.
- Il faut limiter les optimisations fiscales des grandes sociétés, encadrer les conventions entre pays.
- Organiser des réunions d'informations régulières avec les citoyens, les élus mais aussi des experts (chercheurs, ingénieurs...).
- Mettre l'écologie fonctionnelle au cœur de toutes les décisions (citoyennes, économiques, politiques).
- Mettre en valeur les associations.
- Stopper l'étalement urbain (lotissements, zones industrielles, zones commerciales...).
- Mettre en place une vraie éducation à l'écologie.
- Pour une équité commune entre les classes sociales, revoir les prix des loyers à la baisse pour les familles à faible revenus.





- Rencontre très intéressante, de plus cela va faire tache d'huile et va créer du lien social indispensable. Tous les trimestres !
- Faire simple.
- Ne pas remettre l'ISF.
- Moins de strates chez les fonctionnaires territoriaux.
- Remise à plat des coûts mutuelle et leur grand nombre car trop de disparités.
- Développer le TER. Trop peu de trains circulent en journée, le weekend et le dimanche ce qui nécessite de prendre sa voiture dans certains cas.
- Suppression du CICE pour les entreprises du CAC40. Rappel c'était pour les petites entreprises à l'origine. Paiement des cotisations sociales perdues par les entreprises qui délocalisent.
- Rétablir l'ISF pour le transformer en taxe énergétique.
- Des moments de rencontres, débat sur un sujet, présentation d'association locale...
- L'éclairage public adapté au rythme des gens, à l'heure du dernier bus.
- Eclairage public, éteindre plus tôt dans les lotissements, changer les lampadaires.
- Suppression de l'allocation rentrée scolaire, il y a déjà les allocations familiales pour ça. Tout le monde doit payer des impôts, même à un taux extrêmement faible, jusqu'à un taux très élevé. Que toutes les pensions (invalidité...) soient imposables.
- Egalité entre tous les retraités (public, privé) Suppression des avantages EDF, RATP, SNCF, GAZ... A la retraite ces avantages doivent disparaître. Redistribuer ces avantages pour gestion des EPAD et supprimer le 1.7% CSG des retraités.
- Tout le monde doit participer à l'impôt.
- Transition écologique : il faut des transports en commun efficaces tous les jours pour éviter la voiture.
- Multiplier les tranches pour l'imposition, en taxant plus les hauts revenus (50, 60, 70%).
- Il faudrait plus de contrôle à la fraude carte vitale et carte d'identité.
- Rétablir le barème des A.P.L (perte des APL pour les apprentis et les alternants depuis février 2019).
- Certains politiques ne peuvent pas vendre des entreprises importantes pour notre indépendance nationale à des pays étrangers → scandale de l'Alstom énergie... vendu à GE (USA).
- Il est urgent de protéger la faune et la flore qui sont en train de disparaître (les passereaux, les abeilles...).
- Les politiques ne jouent plus un rôle fédérateur... les citoyens doivent donc pouvoir exposer leurs problèmes concrets de tous les jours (agriculteurs, chômeurs...) afin de supprimer les impacts des multinationales (lobbies).



- L'honnêteté et le travail réel des hommes politiques et de leurs assistants doivent être vérifiés régulièrement par une commission de citoyens
- Développer le pénitencier.
- Développer le sens du devoir citoyen et sanctionner ceux qui ne le remplissent pas
- Le CICE. Bonne initiative, mais il faut un contrôle très strict de l'emploi de ces aides versées aux entreprises qui ne sont malheureusement pas affectées à leurs destinations initialement prévues (emploi, recherche...).
- Trouver un autre système que l'impôt et la taxe pour résorber les inégalités.
- Inciter à la coopération et à la mutualisation en créant un grenelle par exemple.
- Mieux organiser la concertation entre nos parlementaires et les différents élus.
- Pourquoi avoir l'impression qu'un maire n'est pas au courant de ce que peut décider un député et inversement.
- Le soutien des classes bilingues Breton/Français doit être plus important.
- Réduire le salaire des politiques et supprimer leurs avantages fiscaux et autres. Repenser les institutions pour éviter les doublons.
- Le pouvoir exécutif doit rester à sa place et appliquer les décisions de l'assemblée nationale. Le pouvoir législatif actuel doit être encadré directement par les citoyens afin de résoudre les problèmes des citoyens.
- Lorsqu'un politique est corrompu, lui interdire de faire de la politique et de vouloir représenter le peuple.
- Reconnaissance du vite blanc.
- A l'école, permettre d'apprendre à être autonome mais aussi de travailler collectivement. Plus école des citoyens.
- Prendre en compte et valoriser le travail des bénévoles des associations.
- Respecter l'environnement, éduquer sur ce sujet dès le plus jeune âge.
- Code éthique indispensable chez les politiques pour que les Français retrouvent la fierté d'être Français ou de leur pays. Les citoyens se désintéressent de la politique car ils ne sont pas écoutés. Défiance à l'égard des politiques.